

**GROUPEMENT DE COMMANDES DES CAF
DU PAS-DE-CALAIS, DE L'OISE ET DE LA SOMME**



C.C.T.P DU LOT 6

Cahier des Clauses Techniques Particulières

**LOT N° 6 : SERVICES DE NETTOYAGE DES
VITRES DE LA CAF DU PAS-DE-CALAIS**

Accord-cadre n° AO/2024/NETTOYAGE

Coordonnateur du groupement de commandes
Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais
Rue de Beaufort
62 015 ARRAS CEDEX

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PREAMBULE - OBJET DES PRESTATIONS

ARTICLE 2 - LIEUX D'EXECUTION - LISTE DES SITES CONCERNES

ARTICLE 3 - SURFACE DES VITRES

ARTICLE 4 - OBLIGATION DE RESULTAT

ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES VITRES

ARTICLE 6 - PRODUITS D'ENTRETIEN

ARTICLE 7 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

ARTICLE 8 - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS COMMANDEES

ARTICLE 9 - REGLES DE SECURITE A RESPECTER PAR LE TITULAIRE

ARTICLE 10 - TRAVAIL EN HAUTEUR

ARTICLE 11 - MODALITES D'EXÉCUTION

ARTICLE 12 - PRISE EN CHARGE ET CONSIGNES DE SECURITE

ARTICLE 13 - LIVRABLES A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE A CHAQUE INTERVENTION

ARTICLE 14 - CONTROLE DES PRESTATIONS

Liste des documents annexés au présent CCTP du lot n° 6

- **Annexes** : les surfaces des vitres des sites de la CAF du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 - PREAMBULE - OBJET DES PRESTATIONS

Lot concerné par le présent Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) :

- Lot n° 6 : Services de nettoyage des vitres de la CAF du Pas-de-Calais

Les prestations s'exécutent par bons de commande, au fur et à mesure de la survenance des besoins, dans les conditions définies dans le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP). Les pénalités applicables sont définies à l'annexe 1 du CCAP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le présent Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prestations de nettoyage des vitres qui peuvent être commandées par l'organisme au titulaire sont listées dans le bordereau des prix unitaires BPU du lot n° 6.

ARTICLE 2 - LIEUX D'EXECUTION - LISTE DES SITES CONCERNES PAR LE LOT N° 6

Lieux d'exécution - liste des sites concernés par le lot n° 6		
Site	Adresse	Prestations de nettoyage des vitres
Siège Arras	rue de Beaufort, 62015 Arras Cedex	X
Annexe Arras	Parc des Bonnettes 5 rue de la Symphorine, 62000 Arras	X
Antenne Caf@Arras	Parc des Bonnettes 1 bis rue de l'Origan, 62000 Arras	X
Antenne Caf@Béthune	127 rue Gaston Defferre, 62400 Béthune	X
Site de Calais	6D quai de la Gendarmerie, 62100 Calais	X
Antenne Caf@Calais	2 bis avenue Guynemer, 62100 Calais	X
Site d'Étaples-sur-Mer Structure Mixte	2A route de Boulogne, 62630 Etaples	X
Antenne Caf@ Boulogne-sur-Mer	Parc des Rives de la Liane 84 boulevard Chanzy, bâtiment A 62200 Boulogne-sur-Mer	X
Antenne Caf@Saint-Omer	Cité administrative, 3 rue St Sépulcre Site Saint Louis, 62500 Saint-Omer	X

Etant précisé que tous les sites de la CAF du Pas-de-Calais (actuels et futurs) sont concernés par les prestations de nettoyage des vitres qui peuvent être commandées par l'organisme au titulaire.

ARTICLE 3 - SURFACE DES VITRES

Les surfaces des vitres des sites de la CAF du Pas-de-Calais concernés sont annexées au présent CCTP.

Les surfaces des vitres sont données à titre indicatif, n'engagent en aucun cas l'organisme et n'ont donc pas de valeur contractuelle.

ARTICLE 4 - OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire doit à l'organisme une obligation de résultat et reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Pour atteindre son obligation de résultat, il appartient au titulaire de déterminer les volumes horaires et les effectifs nécessaires par site.

Il est précisé que l'organisme n'achète pas un volume d'heure mais une prestation avec obligation de résultat. Il appartient donc au titulaire de mettre en place tous les moyens humains, techniques, matériels et organisationnels pour assurer le meilleur niveau de qualité et son contrôle.

Le titulaire doit s'adapter en permanence afin de satisfaire à l'obligation de résultat.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire doit mettre en œuvre, si besoin est, et sans que l'organisme n'en fasse la demande, les moyens supplémentaires (en matériel et en temps à passer) visant à la réalisation d'une prestation conforme, sans augmentation des prix.

Tous les moyens et modalités décrits dans le cahier des charges du marché ne sont pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière dès lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.

ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES VITRES

Les prestations de nettoyage des vitres à la charge du titulaire comprennent :

- Le nettoyage double face de la totalité des surfaces vitrées présentes dans les locaux à entretenir :
- 1) Nettoyage double face des surfaces vitrées périphériques donnant sur **l'extérieur** :
 - Nettoyage des vitres accessibles sans moyen d'élévation spécifique dont les faces extérieures sont accessibles depuis l'intérieur des locaux de plain-pied à hauteur d'homme ou perche ;
 - Nettoyage des vitres présentant des contraintes d'accès ou de nettoyage spécifiques et difficiles d'accès sans moyen d'élévation spécifique (nacelle ou échafaudage).
- 2) Vitrierie **intérieure** : nettoyage double face des surfaces vitrées intérieures :
 - Cloisons vitrées et portes vitrées intérieures accessibles de plain-pied et présentes dans les espaces intérieurs d'un site.
- Le cas échéant est compris dans la prestation : le nettoyage double face des impostes vitrées, des trappes de désenfumage vitrées et des abris extérieurs fumeurs vitrés.
- Toute trace de l'opération de nettoyage doit être supprimée des montants et rebords de fenêtres. Les surfaces vitrées de l'ensemble des sites sont nettoyées avec le souci d'une finition minutieuse et soignée. Le titulaire réalise l'essuyage et le nettoyage des coulures et projections sur les châssis, encadrements, rebords de fenêtres et autres éléments supports, ainsi que le nettoyage des taches et coulures occasionnées par l'opération sur les façades, structures porteuses et sols du bâtiment. La prestation de nettoyage de la vitrierie comprend également l'état de finition des « coins » en bordure des châssis, notamment si la prestation est effectuée à la perche.
- Avant de quitter un local, le personnel du titulaire doit s'assurer de la fermeture des fenêtres.

- La fourniture du matériel et des produits nécessaires à l'exécution des prestations. Les produits de nettoyage des vitres doivent être conformes aux exigences la Clause environnementale définie à l'article 7 du présent CCTP. Le cas échéant, la fourniture des moyens d'accès aux surfaces ou de levage (plate-forme élévatrice nacelle par exemple) est à la charge du titulaire qui prend à sa charge l'accessibilité aux surfaces vitrées, quelle que soit la hauteur et qui détermine lui-même les moyens techniques qu'il a à mettre en œuvre pour l'exécution des prestations de nettoyage des vitres dont il se déclare être spécialiste
- Le cas échéant, toutes les démarches administratives liées à l'occupation du domaine public et l'obtention des autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes pour les interventions sur la voirie de plate-forme élévatrice sont à la charge du Titulaire.
- Les moyens nécessaires au respect des mesures et règles de sécurité décrites à l'article 9 ci-après.
- De manière générale :
 - Les surfaces vitrées doivent être parfaitement nettoyées par le titulaire. L'ensemble sera jugé propre lorsque les surfaces seront uniformément transparentes et exemptes de poussière, dépôts graisseux, tartre, coulure, éclaboussures et traces de doigts. L'aspect devra être irréprochable : impression de netteté et de propreté ;
 - Les vitreries seront nettoyées à la raclette ou au chiffon imprégné d'un produit adapté, sans laisser de traces, ni rayures. L'utilisation de détergents, abrasifs, lames de rasoir, autocollants est à proscrire ;
 - Le nettoyage de la vitrerie sera effectué par du personnel spécialisé formé aux techniques particulières concernant la vitrerie ;
 - Les extrémités supérieures des échelles et escabeaux utilisés par le personnel du Titulaire sont protégées, leurs pieds sont munis de patins protecteurs. Tout dommage et casse causé aux installations et équipements de l'organisme sera mis à la charge du titulaire. Toutes les précautions seront prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits de lavage. En aucun cas, les meubles de l'organisme ne doivent être utilisés comme un moyen de surélévation et/ou d'appui.
 - Le cas échéant, le titulaire veille à ne pas abîmer les films sur les vitres et la vitrophanie posée sur les vitres.

Une prestation spécifique de nettoyage complet / remise en état des encadrements intérieurs (châssis, bâtis, poignées, appuis, huisseries) des fenêtres d'un site pourra être commandée par l'organisme au titulaire, aux conditions financières définies à l'article 3 du Bordereau des prix unitaires BPU.

ARTICLE 6 - PRODUITS D'ENTRETIEN

Le titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité, tous les produits d'entretien, fournitures et outillages nécessaires à l'exécution des prestations.

Ces produits doivent être de première qualité, non corrosifs, non toxiques pour les personnes et l'environnement et adaptés aux surfaces vitrées à nettoyer et à entretenir. Ils n'altéreront pas les ouvrages. Aucun dommage ne sera toléré sous peine de remplacement du matériel détérioré aux frais du titulaire. Aucun produit utilisé ne doit être dangereux pour l'homme ou l'environnement (absence de CMR ou de danger divers).

L'organisme se réserve le droit d'interdire les produits non conformes à la réglementation ou ceux dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations, de compromettre la sécurité ou la santé des usagers ou de mauvaise qualité. Tout produit concerné devra être retiré et remplacé par le titulaire à ses frais.

Les produits d'entretien utilisés par le titulaire doivent respecter la clause environnementale définie à l'article 7 du présent CCTP.

ARTICLE 7 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Fourniture et utilisation par le titulaire de produits d'entretien de qualité écologique respectueux de l'environnement :

Pendant toute l'exécution du marché, le titulaire doit utiliser exclusivement (sauf impossibilité technique avérée) des produits d'entretien de qualité écologique respectueux de l'environnement disposant au minimum d'un des labels garantissant une plus-value environnementale (ou équivalent) listés ci-dessous :

Liste des labels autorisés garantissant une plus-value environnementale		
Chaque produit d'entretien utilisé par le titulaire doit être conforme aux exigences d'au minimum un des écolabels reconnus suivants ou équivalents :		
Ecolabel européen	Ou équivalent au référentiel du label	Produits d'entretien
Ecolabel nordique (Nordic Swan Ecolabel)	Ou équivalent au référentiel du label	Produits d'entretien
Ecolabel L'Ange Bleu	Ou équivalent au référentiel du label	Produits d'entretien
NF Environnement	Ou équivalent au référentiel du label	Produits d'entretien
Ecocert	Ou équivalent au référentiel du label	Produits d'entretien

Tous les labels cités ci-dessus sont certifiés par une tierce partie indépendante et ont un référentiel accessible.

Dans le cas où le titulaire propose un produit ne bénéficiant pas forcément d'un label, mais répondant aux spécifications du cahier des charges d'un label, il appartient au titulaire d'apporter la preuve de l'équivalence.

Pour justifier de la conformité des produits d'entretien utilisés à ces exigences environnementales, le titulaire fournit aux organismes bénéficiaires :

- Le certificat du label si le produit est labellisé,
- La production des éléments d'information appropriés qui permettront de juger de cette conformité (preuves de l'équivalence).

Tout au long de l'exécution du marché, l'organisme se réserve le droit de vérifier que les produits d'entretien utilisés par le titulaire sont conformes à la clause environnementale.

ARTICLE 8 - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS COMMANDEES

Délai d'exécution par bon de commande à respecter : le délai d'exécution des prestations de nettoyage des vitres commandées au titulaire ne doit pas dépasser 20 jours ouvrés maximum, à compter du lendemain du jour de réception du bon de commande par le titulaire.

ARTICLE 9 - REGLES DE SECURITE A RESPECTER PAR LE TITULAIRE

Tout nettoyage des vitres requiert impérativement un balisage approprié et le respect de mesures de sécurité spécifiques.

Chaque fois que cela sera nécessaire, le titulaire doit, à ses frais et, après approbation par l'organisme, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel de l'organisme de la présence de zones interdites.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, l'organisme se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

Les prestations de nettoyage des vitres peuvent être réalisables à hauteur d'homme ou nécessiter l'utilisation d'une nacelle élévatrice. Ces dispositions font partie intégrante de la prestation du titulaire, ainsi que la mise à disposition du personnel formé et habilité à travailler sur nacelle élévatrice.

Il n'existe pas sur les sites de moyens de levage ou d'accès aux surfaces à entretenir, les moyens d'accès aux surfaces ou de levage devront être fournis par le titulaire qui prend à sa charge l'accessibilité aux surfaces vitrées, quelle que soit la hauteur et qui déterminera lui-même les moyens techniques qu'il aura à mettre en œuvre pour l'exécution des prestations de nettoyage des vitres dont il se déclare être spécialiste.

En conséquence, il appartient au titulaire de prévoir dans le cadre du présent marché, toutes sujétions techniques relatives au nettoyage des zones difficiles conformément aux règles de sécurité en vigueur.

A cet effet il prévoit pour son personnel les moyens matériels techniques appropriés pour assurer un travail de qualité sans risques, dans le respect des règles de sécurité.

ARTICLE 10 - TRAVAIL EN HAUTEUR

Les prestations sont réalisées quelle que soit la hauteur des vitres, avec les matériels adaptés et en mettant en œuvre les protections et sécurités nécessaires vis à vis de son personnel.

Le titulaire dote son personnel de l'ensemble des équipements de protection individuel nécessaire à l'exécution des prestations et devra prévoir tous les dispositifs de protection et de signalisation nécessaires lors des opérations de nettoyage.

Le titulaire s'engage à ce que son personnel soit habilité pour la pratique professionnelle des activités à risque liées au nettoyage des vitres et à communiquer à l'organisme les habilitations du personnel intervenant et notamment les suivantes :

- Habilitations et aptitudes médicale de travail en hauteur.
- Le cas échéant, communication des habilitations d'utilisation de nacelle des personnels affectés à la réalisation des prestations (CACES).

En cas d'utilisation de nacelle, les habilitations d'utilisation de nacelle (CACES) doivent être communiquées par le titulaire à l'organisme au plus tard à la date de la première intervention (Jour J).

L'organisme se réserve le droit d'interdire l'accès à toute personne de l'entreprise n'ayant pas une habilitation d'utilisation de nacelle (CACES) en cours de validité, l'entreprise devra alors pouvoir la remplacer par un ouvrier de qualification au moins équivalente.

ARTICLE 11 - MODALITES D'EXÉCUTION

11.1 Electricité et eau courante

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont assurées gratuitement par l'organisme.

Le titulaire doit prendre toutes dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

11.2 Déchets liquides (les eaux résultant des opérations de lavage)

Le titulaire doit, dans la mesure du possible, utiliser les vidoirs (points de vidange et de remplissage) disponibles sur les sites ou, à défaut, uniquement les égouts situés à l'extérieur du bâtiment (interdiction d'utiliser les lave-mains, lavabos ou cuvettes WC des toilettes de l'organisme).

Il doit éviter toute obstruction ou dégradation des canalisations d'évacuation et des siphons de sols.

11.3 Outillage

Le titulaire fournit à son personnel, et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé.

L'outillage devra être en bon état de marche et répondre aux normes de sécurité lors de la date de prise d'effet du présent marché.

Le titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à l'organisme qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si de l'outillage et des matériels appartenant à l'organisme étaient prêtés au titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa propre responsabilité et doit les restituer à l'issue de la prestation.

11.4 Cadre d'intervention en milieu occupé

Les différentes fonctions des bâtiments nécessitent la prise en compte d'un certain nombre de contraintes pour ne pas perturber le fonctionnement normal de l'établissement.

Les prestations de nettoyage des vitres s'effectueront pendant les jours et heures ouverts de l'organisme, en milieu occupé. Les différentes fonctions des bâtiments de l'organisme nécessitent la prise en compte d'un certain nombre de contraintes pour ne pas perturber le fonctionnement normal des sites (horaires d'accueil au public, activités des antennes). L'organisme pourra notamment exiger du titulaire que les opérations de nettoyage de la vitrerie de l'accueil des sites se déroulent en dehors des heures d'ouverture au public.

Le personnel du titulaire ne doit pas entraver le fonctionnement et l'activité des agents présents sur les sites. A ce titre, le Titulaire devra organiser l'intervention de ses équipes afin d'apporter le moins de gêne possible aux occupants et demeure responsable de toute nuisance (directement ou indirectement imputable à l'exécution de ses prestations) susceptible de porter préjudice à l'activité de l'organisme, de ses salariés ou de ses usagers.

Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du marché.

11.5 Encadrement

Conformément aux dispositions de l'article 1.4 du CCAP le marché est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme.

Il est présent sur le site sur convocation de l'organisme ou de son représentant et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Le titulaire met en œuvre le dispositif d'encadrement sur lequel il s'est engagé dans le Cadre de réponse technique du marché.

Il est précisé que le personnel du titulaire est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement du titulaire.

11.6 Personnel sur site

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main-d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par l'organisme.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- Aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

L'organisme se réserve le droit à tout moment et sans avoir à s'en justifier de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Les moyens humains (volume horaire du personnel et composition des effectifs) sur lesquels s'est engagé le titulaire dans le Cadre de réponse technique du marché sont contractuels. Ces éléments constituent les moyens minimaux à mettre en œuvre et ne sont pas limitatifs conformément à l'obligation de résultat définie à l'article 4 du présent CCTP.

Le personnel d'intervention du titulaire doit disposer de toutes les habilitations exigées par la réglementation pour la réalisation des prestations.

ARTICLE 12 - PRISE EN CHARGE ET CONSIGNES DE SECURITE

12.1 Consignes de sécurité

- Matériels :

Les matériels, appartenant au titulaire doivent être en bon état de marche et conformes aux règles de sécurité en vigueur. L'organisme se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations.

Tout dommage causé aux installations et équipements par le matériel du titulaire sera mis à la charge du titulaire.

- Biens :

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage des vitres et en particulier par la projection de produits. Le lavage des vitres est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

Les vitres sont fermées dès achèvement des prestations.

- Personnel :

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières.

Le titulaire veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne le travail en hauteur.

- Discipline :

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres aux différents sites. Il sera notamment interdit au personnel du titulaire :

- D'utiliser le téléphone sans autorisation de l'organisme ou de son représentant ;
- D'utiliser les matériels et équipements que renferment les locaux de l'organisme ;
- De prendre des repas ou casse-croûte à l'intérieur des locaux ;
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances ;
- De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux ;
- De manquer de respect aux usagers ;
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise ;
- De pénétrer sur le site sans badge ;
- De distribuer des brochures, tracts ou journaux ;
- De travailler sans la tenue déterminée par le titulaire ;
- De fumer.

12.2 Plan de prévention

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément à la réglementation en vigueur.

Le plan de prévention est établi par le titulaire dans le délai de 30 jours au plus tard à compter de la date de notification du marché.

Le plan de prévention renseigne de façon précise et détaillée :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite en particulier les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, et d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins ;
- Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail ;
- Les fiches de données de sécurité des produits d'entretien utilisés sont jointes au plan de prévention.

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le code du travail et par la réglementation en vigueur, l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

Le plan de prévention est mis à jour par le titulaire selon la périodicité prévue par la réglementation en vigueur.

Le titulaire s'engage aussi à faire respecter par son personnel le règlement intérieur du site. Son non-respect engage sa responsabilité.

A cet effet, le titulaire informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des consignes particulières des sites auprès de l'organisme.

12.3 Vêtements de travail

Le titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail de protection.

En outre, tout le personnel du titulaire intervenant sur les sites, y compris le personnel d'encadrement, doit porter en permanence un insigne spécifique de son entreprise. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

ARTICLE 13 - LIVRABLES A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE A CHAQUE INTERVENTION

Lors de la réalisation de chaque prestation de nettoyage des vitres ayant fait l'objet d'un bon de commande émis par l'organisme, le titulaire doit :

13.1 A chaque intervention, le personnel d'intervention du titulaire signe et complète :

- Le carnet de présence disponible sur chaque site de l'organisme ;
- Le registre de sécurité présent sur chaque site de l'organisme.

13.2 Après chaque intervention, le titulaire établit et remet à l'organisme un bon d'intervention mentionnant a minima :

- La date d'intervention ;
- Le n° du bon de commande correspondant ;
- Le site objet de l'intervention ;
- La description des prestations réalisées ;
- La durée d'intervention ;
- Le(s) intervenant(s).

ARTICLE 14 - CONTROLE DES PRESTATIONS

Les prestations exécutées doivent être conformes en tous points aux exigences définies par le présent CCTP.

Les opérations de contrôle réalisées par l'organisme ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications techniques et de vérifier que toutes les prestations ont été correctement effectuées, en fonction de la qualité et de la conformité demandées.